

L'équilibre commercial de l'URSS en devises : fragilités structurelles et forces conjoncturelles

Chantal Beaucourt

I — Les échanges en volume	78
1. Les besoins d'importation	78
2. Les capacités d'exportation	83
II — Problèmes de valorisation	88
1. Solde commercial et prix relatifs des produits	88
2. Solde commercial et monnaies de facturation	91
Conclusion	93
Annexes : tableaux A, B, C	94

Régulièrement, la capacité de l'URSS à faire face à ses engagements financiers internationaux fait l'objet d'interrogations. Il suffit pour cela qu'elle intervienne sur les marchés pétroliers en «cassant» les prix, que des rumeurs naissent sur le marché de l'or, ou encore que des «confidences» sur les raisons d'un retard dans une négociation de contrat circulent dans les milieux d'affaires. Ces inquiétudes pourtant sont le plus souvent balayées par le rappel de quelques données élémentaires de la géographie économique du pays ou par l'évocation de la capacité du «système» à mobiliser ses ressources.

La récurrence de telles questions, de nature largement impressionniste, avait déjà incité le CEPII à tenter d'apprécier du point de vue de l'URSS, les conditions de l'équilibre des relations commerciales soviéto-occidentales. La publication des grands objectifs du XI^e plan quinquennal (1981-1985), avait débouché en particulier sur une recherche visant à apprécier les implications «commerciales» de ce plan. Cette étude¹ avait permis de dresser un ensemble de conclusions prospectives sur l'état de la balance des opérations courantes en particulier dans l'hypothèse qui apparaissait vraisemblable où les objectifs du plan ne seraient pas atteints.

Il se confirme aujourd'hui que le XI^e plan quinquennal de l'URSS ne sera, dans l'ensemble, pas réalisé. Il convenait donc de «purger» le précédent travail de ses hypothèses devenues improbables et de voir comment les réalités des années 1981, 1982 (et, pour ce qui en est connu, de 1983) s'insèrent dans le scénario retenu auparavant. C'est à cette vérification qu'est consacrée en premier lieu le présent article: on verra que les tendances récentes en volume des importations et des exportations s'inscrivent de façon satisfaisante dans les hypothèses basses qui avaient, à l'époque, été formulées. On verra également que les structures du commerce URSS-Ouest accusent effectivement une certaine fragilité.

Mais la fragilité de l'économie ne peut être uniquement appréhendée sur ses aspects «physiques». On sait en particulier que les rapports de force dans l'économie internationale s'établissent aussi sur la capacité des pays à *valoriser* leur potentiel. C'est sous cet éclairage que, dans la seconde partie, on a analysé les perspectives — à court-moyen terme — des échanges de l'URSS avec l'Ouest. Les leçons de cet exercice, au demeurant encore fragile, ne sont pas, elles non plus, sans intérêt.

1. Chantal Beaucourt: «La balance des paiements courants de l'URSS à l'horizon 1985» *Le Courrier des Pays de l'Est*: février 1982 - Paris - la Documentation Française dont un rapport a été présenté avec quelques additifs, au colloque économique de l'OTAN, en avril 1983.

I — Les échanges en volume

Avant de procéder à une analyse par groupes de produits, l'observation de l'évolution au cours des années 1980-1982 des principaux paramètres de l'activité économique qui ont servi de base aux calculs prévisionnels, amène à faire deux constatations :

— la décélération de la croissance économique sera plus forte que celle qui avait été retenue dans le XI^e plan, comme l'indiquent les taux de croissance du produit matériel net atteints en 1981 et 1982 (+ 2,8 % en moyenne annuelle). D'ores et déjà il apparaît que l'objectif de croissance de 3,6 % par an pour la période 1981-1985 ne sera pas réalisé. Dans l'hypothèse d'un accroissement du PMN de 2,5 % par an, le niveau de PMN prévu pour 1985 serait atteint en 1987 et au mieux en 1986 si la légère reprise amorcée en 1983 se précisait ;

— en liaison avec la décélération accentuée de la croissance, le taux des investissements dans le PMN sera plus élevé que ne l'envisageaient les planificateurs. Cette tendance s'est confirmée en 1981-1982 et devrait se maintenir au cours des prochaines années.

Ces considérations de caractère général incitent à évacuer, de l'ensemble des hypothèses présentées lors de nos derniers travaux², celles qui se fondaient sur une possible réalisation des objectifs du nouveau plan quinquennal. Par contre les hypothèses « basses » faites à l'époque se sont confirmées et incitent ainsi, dans la majeure partie des cas, à maintenir les prévisions relatives à la demande d'importation et à l'offre d'exportation.

1. Les besoins d'importations

Quatre groupes de produits forment près de 90 % des achats soviétiques en provenance des pays occidentaux : produits chimiques (section 5 de la nomenclature CTCI), autres produits industriels intermédiaires (section 6), biens d'équipement (section 7) et produits alimentaires (section 0). Pour la plupart d'entre eux, les informations concernant les deux premières années du plan 1981-1985 ne paraissent pas devoir remettre en cause les prévisions, basses, faites précédemment³.

2. On trouvera toute la batterie des hypothèses, ainsi qu'un exposé de la méthode de projection dans *Le Courrier des Pays de l'Est* n° 259, *op. cit.*

3. Rappelons que les travaux de projection en volume sont basés sur des données pour 1965-1979 rassemblées par la Commission économique pour l'Europe. La projection elle-même est fondée soit sur des corrélations significatives entre l'évolution des importations en volume et celle de certains agrégats de la comptabilité nationale (secteur 5, 6 et 7), soit sur des évaluations exogènes (secteur 0). Les données en volume sont donc en fait des données en prix constants de 1979.

a) Produits chimiques

L'industrie chimique est devenue, avec l'équipement énergétique, le secteur le plus dépendant des importations de l'URSS en provenance des pays industrialisés. En effet, c'est depuis la fin des années soixante le principal secteur concerné par les accords conclus avec l'Occident pour l'installation d'usines et la livraison d'équipements à l'URSS, notamment sur une base de compensation : plus de la moitié des biens et équipements fournis dans le cadre de ces accords intéresse la chimie. Pourtant, le retard considérable enregistré au cours du quinquennat 1971-1975, dans le secteur chimique, a suscité une accélération de la progression en volume des achats de produits chimiques à l'Occident : 12 % par an entre 1970 et 1976, 16 % par an en moyenne pour la période 1977-1980, 24 % en moyenne pour 1980 et 1981. En 1980, les importations de produits chimiques représentent environ 13,5 % du volume des importations en provenance de l'Ouest, et ces achats ont été particulièrement importants dans les domaines des produits pharmaceutiques, des engrais et des colorants.

Les besoins soviétiques de produits chimiques ne semblent pas pour autant devoir régresser au cours des prochaines années. D'un côté, certes, le courant d'exportation de certains produits chimiques soviétiques vers l'Occident, amorcé en application des clauses de rachat inscrit dans les accords de compensation, se développera (engrais potassiques, urée, PCV, méthanol). Mais en même temps, le retard pris dans le secteur ne paraît pas pouvoir être rapidement résorbé : le manque de matières premières, l'insuffisance de transport et de stockage, les délais de construction des entreprises continuent de freiner la production : les prévisions de croissance sont modérées (5,0 à 5,5 % par an), et pour certains produits, il s'agit principalement de rattraper le niveau initialement prévu pour 1980. Ainsi la production d'engrais devrait-elle atteindre environ 150 millions de tonnes en 1985. Et on peut prévoir le maintien d'un haut niveau de demande pour les engrais phosphoriques.

Aussi les besoins d'importation de produits chimiques resteront-ils importants, au cours des prochaines années au moins ; la diminution des achats de 22 % en 1982 n'apparaît pas significative des tendances à moyen terme.

b) Autres produits intermédiaires de l'industrie

Deux tendances ont caractérisé l'évolution des importations soviétiques des autres produits industriels de base, au cours de la décennie passée : d'une part les achats se sont accrus fortement ; d'autre part leur

structure s'est sensiblement modifiée. En effet, leur part dans les importations en volume de l'URSS est passée de 17,6 % à 30 %. De plus l'acier et les produits métalliques y ont joué un rôle croissant. Cette dernière caractéristique est liée d'ailleurs à la forte progression des importations de tubes : environ le tiers de la valeur de cette catégorie de produits.

Cette évolution est certes en contradiction avec les attendus traditionnels de la politique soviétique : recherche de la couverture maximale des besoins en minerais et métaux, au prix même d'un coût élevé d'exploitation de ressources ; concentration des achats sur les productions spécialisées qu'elle ne peut ou ne sait pas encore fabriquer en quantités suffisantes : aciers spéciaux, tubes.

Mais le retard enregistré dans la production de fer et d'acier ainsi que dans celle des laminés, lié à la faible teneur en fer des minerais et à l'insuffisance des investissements, explique en partie cet état de fait. La production d'acier n'a cessé de diminuer ces dernières années, ainsi que celles des laminés, et l'URSS, tout en restant le plus gros producteur mondial, est devenu depuis 1978 un importateur net de produits sidérurgiques.

Ces tendances devraient se maintenir dans les années 80-85. En 1980-1982, les achats de produits industriels de base ont augmenté de 7,6 % par an (en moyenne sur les trois années) au lieu de 3,4 % par an dans les trois années précédentes.

c) Machines et équipements

L'évolution des importations de machines et équipements occidentaux par l'URSS est marquée par une forte progression dans la première moitié des années 70 : 20 % en moyenne en volume, de 1972 à 1977, soit un taux largement supérieur à celui des importations totales.

A partir de 1977 cependant, on observe une inversion de tendance : après avoir atteint plus du tiers des achats à l'Ouest, ils en représentent moins du quart en 1980.

Plusieurs facteurs peuvent être évoqués pour expliquer ce renversement de tendance. C'est d'une part la très forte décélération de la croissance des investissements en machines, décidée — et appliquée — au cours du dernier quinquennat : une corrélation étroite peut en effet être observée entre l'évolution des achats et la croissance des investissements. Ce premier facteur est directement pris en compte dans l'évaluation des besoins d'importations d'équipements à moyen terme. Il est cependant insuffisant à expliquer dans sa totalité les importations d'équipements. Un

deuxième facteur semble être intervenu : l'importance des achats céréaliers, qui aurait poussé à limiter encore plus les achats de machines.

Néanmoins, en 1981 et 1982, on constate une certaine reprise expliquée largement par le contrat gazier avec l'Europe. Cette « flambée » pourtant semble devoir n'être que passagère, aucun nouveau grand contrat ne prenant le relai de l'ancien.

d) Céréales et autres produits alimentaires

Les exportations céréalières de l'URSS étant devenues marginales, les besoins sont principalement fonction du niveau des récoltes annuelles et de celui de la consommation.

Au niveau de l'offre, l'objectif de la production céréalière fixé par le plan (238 à 243 millions de tonnes en moyenne) apparaît d'ores et déjà irréalisable. Avec une récolte dont l'estimation — en l'absence de toute donnée publiée — tourne autour de 160 millions de tonnes en 1981 et 180 millions de tonnes en 1982, il faudrait en effet pour que cet objectif soit atteint, que la récolte moyenne des trois prochaines années avoisine 290 millions de tonnes. Certes on peut espérer que, par un effet de cycle souvent constaté, deux au moins des trois prochaines récoltes soient bonnes ; de fait en 1983, elle aurait atteint 190 millions de tonnes. Mais même pour atteindre le niveau obtenu dans les années 1981-1985 soit une moyenne de 205 millions, la récolte 1984 et 1985 devrait s'élever en moyenne à 240 millions de tonnes, ce qui apparaît difficilement réalisable.

Au niveau de la demande, si l'on tient compte de la sous-alimentation du bétail et de l'épuisement des stocks faisant suite à quatre années consécutives de mauvaises récoltes, la consommation du bétail devrait être portée de 120 à 125 millions de tonnes et on pourrait envisager une reconstitution de stocks de l'ordre de 10 millions de tonnes. L'alimentation humaine et les besoins en semences évoluant peu, et compte tenu des pertes de production et stockages. La consommation totale atteindrait alors 255 millions de tonnes et les *besoins* d'importations céréalières se situeraient autour de 25 millions de tonnes.

Si on prend en considération les moyens mis en œuvre pour améliorer l'alimentation du bétail, les céréales devraient y occuper une place moins grande et, à court terme, divers palliatifs sont prévus dans ce but, en particulier une restructuration de la production animale. On peut ainsi admettre que même si la récolte céréalière ne dépassait pas 220 millions de tonnes, un ajustement serait possible au niveau de la demande, de sorte que les achats céréaliers pourraient ne pas dépasser le niveau précédemment envisagé.

Certes, il s'agit là d'une moyenne. Si l'on tient compte des fluctuations des récoltes soviétiques au cours des années 1976-1980, cela veut dire que celles-ci peuvent enregistrer un écart maximum de 60 millions de tonnes et que la récolte peut varier, selon les années, de 200 à 260 millions de tonnes. Et, théoriquement, les besoins d'importations pourraient atteindre selon les années de - 5 à + 55 millions de tonnes. En réalité, par le jeu des variations des stocks et compte tenu des capacités de transport, on peut évaluer les écarts maxima entre 10 et 45 millions de tonnes.

Le coût des achats céréaliers a été évalué sur la base du prix de la tonne de maïs et de blé en 1979, soit respectivement 138 dollars et 175 dollars, et on a retenu l'hypothèse étayée sur les évolutions récentes d'une part relative des achats de maïs et de blé de respectivement 60 % et 40 %.

Dans l'hypothèse où les achats ne dépasseraient pas 25 millions de tonnes, le coût serait limité à 3,8 milliards de dollars au prix de 1979. Il dépasserait 6 milliards de dollars si les prochaines récoltes contraignent l'URSS à porter à nouveau ses achats à 40 millions de tonnes. Ces estimations concernent les importations céréalières totale de l'URSS. Les livraisons en provenance des pays en voie de développement ont fortement augmenté ces dernières années, à la suite de l'embargo américain. On a admis que les USA pourraient reconquérir une partie du marché perdu mais pas la totalité, et que 20 % des livraisons seront fournies par les PVD et autres pays.

Les autres produits alimentaires occupent dans les importations une place peu importante quoiqu'en progression pour certains produits : oléagineux, poisson et beurre. Par ailleurs les achats sont très dispersés, en particulier ceux de viande, et assez irréguliers. Les mauvaises années de récoltes, les achats de ces produits augmentent, mais moins que ceux des céréales : quand le volume des achats céréaliers s'accroît de 1, celui des autres produits augmentent de 0,7. Les importations totales de produits alimentaires ont été établies sur cette base.

e) Total des importations

Aucune estimation particulière du reste des achats à l'ouest — soit 10 % environ du total — n'a été tentée. On a supposé tout simplement que ces achats, composés essentiellement d'articles manufacturés divers (section 8 de la CTCI), évoluaient comme la moyenne des autres achats. Autrement dit leur part est considérée comme stable. Le total des importations en volume (au prix de 1979) est présenté dans le tableau 1.

TABLEAU 1. — Evolution des achats à l'Ouest — 1975-1985

(milliards de dollars — prix de 1979)

	1979	1985
Produits alimentaires	3,4	3,4
Produits chimiques	2,1	2,6
Autres produits industriels de base	5,8	7,8
Machines et équipements	6,4	7,5
Autres produits	2,0	2,3
TOTAL	19,7	23,6

Source: bulletin économique pour l'Europe n° 31, 1985: estimation CEPII.

2. Les capacités d'exportation

A la fin des années soixante-dix, quatre catégories de produits représentent près de 90 % des ventes à l'Occident. Il s'agit, par ordre d'importance, des combustibles (section 3 de la CTCl; 56 % des ventes), des matières premières non énergétiques (section 2; 14 %), des produits industriels intermédiaires (section 6; 10 %), des produits chimiques (section 3; 7 %). De plus, à l'intérieur de ces différentes catégories, quelques produits aisément identifiables sont responsables de la quasi totalité des ventes: hydrocarbures (notamment pétrole) pour les livraisons d'énergie, bois et coton pour les matières premières non énergétiques, diamants et métaux non ferreux pour les produits intermédiaires, uranium enrichi pour les produits chimiques.

Le principal de ces postes d'exportation a fait l'objet d'une estimation «physique»; les autres ont été soumis à une extrapolation raisonnée.

a) Produits énergétiques

Le pétrole représente encore la majeure partie des livraisons énergétiques à l'Occident. Cependant la production augmente peu. La marge de manœuvre au niveau des échanges apparaît donc relativement étroite. Les ressources pétrolières sont cependant suffisantes pour que, tout en répondant à une progression de la demande intérieure en accord avec celle de la croissance, il ait été prévu au début de ce quinquennat de maintenir le montant des livraisons affectées aux pays du CAEM, à leur niveau de 1980.

On pouvait alors envisager de dégager pour les acquéreurs occidentaux, quelques 40 millions de tonnes de pétrole, et bien qu'en retrait de près d'un tiers par rapport au niveau maximum d'exportation vers ces pays atteint en 1978, cette solution apparaissait d'autant plus acceptable pour l'Union soviétique qu'en période de hausse même modérée du prix pétrolier, elle continuait à accroître ses gains en devises. Il n'est pas exclu cependant qu'une forte baisse du prix incite les responsables de l'économie soviétique à réviser leurs équilibres pétroliers à court et moyen terme, en comprimant la consommation interne et en limitant les livraisons aux partenaires est-européens. Le volume des ventes à l'Occident pourrait atteindre alors 50 millions de tonnes en fin de période. Ce processus a été engagé en 1981, quand les exportations de pétrole vers certains pays de l'Est ont été réduites et que, pour la première fois depuis 1978, le volume des ventes de pétrole et produits pétroliers vers l'Occident a légèrement augmenté : les ventes auraient été de l'ordre de 52 millions de tonnes, selon une estimation de l'OCDE. Il s'est accentué en 1982 malgré la diminution de la demande mondiale (- 10 % en volume), et selon la même source, 69 millions de tonnes de brut et produits pétroliers auraient été vendus à l'occident. Il faut noter cependant qu'une part en a été réexportée vers des pays tiers et que les achats de pétrole lybien ont également repris à cette date.

Le gaz occupe une place de plus en plus importante dans les exportations énergétiques de l'URSS ; les ventes à l'occident ont augmenté en volume de 34 % en 1979 et 1980 et de 12 % en 1981, soit, à cette date, 12 % environ des exportations totales d'énergie vers ces pays. Les premières livraisons liées au contrat « Urengoï » devraient être tangibles dès 1984. Aujourd'hui, la baisse du prix des hydrocarbures ne peut qu'accroître les efforts déployés pour que les délais de mise en service soient respectés au mieux, et le niveau de 36 milliards de m³ pourrait être largement dépassé. Ce secteur subit cependant, davantage que le pétrole, la diminution de la demande européenne et les ventes sont dès lors liées, au delà du quota minimum requis dans les contrats, à une éventuelle reprise de l'économie européenne.

Pétrole et gaz peuvent de moins en moins être dissociés dans les prévisions des échanges : outre une certaine complémentarité au niveau des ressources exportables, des transferts sont possibles à la fois entre consommation et exportation, et entre acquéreurs de l'Est et de l'Ouest. De fait, en 1982, la limitation des livraisons de pétrole vers les pays de l'Est aura été compensée par un accroissement de celles de gaz.

Enfin on a supposé une quasi stabilisation des exportations de combustibles solides, en liaison avec le retard de la production et la révision des objectifs du plan.

Dans l'hypothèse où 40 millions de tonnes de pétrole et 36 millions de m³ de gaz seraient disponibles pour l'Occident, les exportations énergétiques vers l'Ouest s'établiraient à 10,5 millions de dollars aux prix de 1979, en régression de 9 % par rapport à cette année de référence. Mais on ne peut exclure actuellement l'hypothèse d'un maintien des ventes de pétrole à 50 millions de tonnes et d'un doublement de celles de gaz par rapport à 1979 ; les exportations d'énergie atteindraient alors 12,5 milliards de dollars (prix de 1979).

b) Matières premières non énergétiques

Deux produits constituent l'essentiel des ventes : le coton et le bois. En ce qui concerne le coton, un certain seuil semble avoir été atteint dans l'amélioration des rendements de la production et les ventes ne devraient guère évoluer.

Le secteur du bois, par ailleurs, continue à rencontrer de grandes difficultés. Le troisième accord-bois signé avec le Japon pour la livraison de bois d'œuvre contre de l'équipement japonais destiné à l'exploitation forestière devrait cependant permettre une certaine reprise des ventes, effective en 1982 (+ 5 %).

c) Produits intermédiaires de l'industrie

Deux éléments doivent être pris en compte pour évaluer la capacité d'offre soviétique en ces produits.

D'une part, si l'on examine la composition de ces exportations, les perspectives de production et de ventes des principaux produits concernés sont bonnes. Depuis deux ans, l'URSS est devenue le premier producteur de diamants et fournit près de 30 % de la production mondiale. De plus, elle a développé la vente directe de ses diamants et exporte des diamants taillés vers Anvers. En 1980 l'Union soviétique a pu ainsi, en jouant sur les prix, accroître sa part du marché malgré une diminution de la demande mondiale, et en 1982 elle a également accru ses ventes pour compenser la baisse des prix mondiaux. Par ailleurs les ventes de platine constituent une importante source de devises pour l'URSS. Si les quantités exportées n'ont guère évolué jusqu'en 1981, le pays a bénéficié de l'augmentation des prix mondiaux en même temps que de la vente des produits transformés, et ses gains ont doublé depuis 1976. Cependant les espoirs mis dans la mine de Tajmir (au nord de la Sibérie orientale) permettent d'envisager une croissance de la production de 4 à 5 % par an : de fait elle a augmenté de 4,8 % en 1982 et la forte progression de la demande mondiale qui est attendue devrait être liée à une évolution des prix favorables pour l'URSS.

D'autre part, les besoins intérieurs de l'URSS, en particulier pour le platine, s'accroissent rapidement. Jusqu'ici les exportations semblent avoir été prioritaires dans l'affectation des ressources. Aussi la progression de cette offre ne pourra être illimitée.

d) Produits chimiques

Les principaux contrats conclus avec l'Occident pour le montage d'usines chimiques en URSS ont été signés avant 1978, et si un retard est apparu dans l'exécution de certains de ces contrats, obligeant l'URSS à accroître ses achats de certains produits, pour d'autres la progression a été très rapide ces dernières années : en trois ans les ventes d'ammoniaque ont été multipliées par 9, les produits à base de sodium et autres alcalins par 4, l'urée en granulés a augmenté de 84 % et les engrais azotés de 58 %. Ainsi, la part du marché mondial gagnée par l'URSS dans le secteur chimique entre 1970 et 1981 a été estimée à 0,7 %. Par ailleurs les objectifs soviétiques concernant la production chimique sont relativement optimistes : elle devrait augmenter davantage que l'ensemble de la production industrielle et les investissements de l'industrie. Aussi la forte baisse des ventes soviétiques de produits chimiques enregistrée en 1980 et 1981 (15 % par an en moyenne) doit-elle être considérée comme un accident de parcours (qui pourrait être dû en partie à l'embargo américain sur les achats de phosphates). Il ne faut certes pas exclure un certain blocage de la demande en provenance de l'Ouest au delà des quotas liés aux accords de compensation pour quelques produits ; des mesures protectionnistes pourraient être envisagées pour l'ammoniaque par exemple pour lequel il y a en Occident une sur-capacité. Mais il semble bien que c'est dans ce secteur que se produira la plus forte progression en volume des ventes soviétiques.

e) Total des exportations

Au cours des années 1980 et 1981, les exportations soviétiques vers l'Ouest ont accusé en volume un fléchissement incontestable, confirmant ainsi les évaluations « grises » que nous avons présentées précédemment. Ce fléchissement a même été au delà de ce que nous annoncions. Mais le redressement effectué en 1982 est venu finalement conforter nos prévisions relatives aux postes qui viennent d'être passés en revue.

Si on veut bien considérer que — comme pour les importations — les ventes n'ayant pas fait l'objet d'un examen particulier évolueront comme la moyenne de celles qui ont été analysées, les exportations soviétiques vers l'Ouest auraient en 1985 la configuration présentée dans le tableau 2.

TABLEAU 2. — Évolution des ventes à l'ouest — 1979-1985

(milliards de dollars — prix de 1979)

	1979	1985
Combustibles	11,4	10,5
Matières premières non énergétiques	2,8	3,0
Produits industriels intermédiaires	2,4	3,0
Produits chimiques	1,5	1,9
Autres produits	2,2	2,3
TOTAL	20,3	20,7

Source: bulletin économique pour l'Europe n° 31, 1985: estimation CEPII.

D'ores et déjà, quelques conclusions s'imposent à l'issue de cette phase d'évaluation de l'équilibre commercial soviétique vis-à-vis des pays occidentaux.

On aura noté tout d'abord que les complémentarités traditionnelles entre l'URSS et ses « partenaires » occidentaux ne se modifient pas à travers le temps. Ceci tient sans doute à la méthode de projection choisie, qui consiste à se fonder sur les structures passées. Mais cette conclusion est conforme également à toute analyse, plus qualitative, qu'on peut être amené à faire par ailleurs, notamment du point de vue des exportations de l'URSS. Peu d'indices, en vérité, permettent de dire aujourd'hui que la structure des ventes soviétiques est en voie de « s'enrichir » significativement: seule la progression des produits chimiques (lourds, au demeurant) va en ce sens.

Dès lors — il s'agit là de la seconde observation —, l'URSS apparaît plus que jamais dépendante, dans l'équilibre de ses échanges avec l'Ouest, de ses capacités d'offre d'hydrocarbures. Et précisément, les difficultés rencontrées dans ce secteur rendent compte de la tendance structurelle au déséquilibre *en volume* de ces échanges et qui trouvent leur expression dans les projections effectuées ici: le déficit serait de l'ordre de 3 milliards de dollars (prix 1979) en 1985.

D'où l'intérêt crucial enfin qu'il y a à aborder les problèmes de *valorisation* des échanges. C'est une tentative de ce type qu'on se propose de présenter dans la seconde partie de cette étude.

II — Problèmes de valorisation

Le problème de l'équilibre en valeur des échanges entre l'URSS et l'Ouest peut être décomposé en deux questions dont les solutions sont d'une inégale facilité.

La première question est classique : il s'agit de savoir si, sur le marché mondial, les *prix relatifs de produits* achetés et vendus évoluent favorablement du point de vue de l'URSS. On s'attachera donc tout d'abord à l'analyse de l'évolution des termes de l'échange et à son impact.

La seconde question est moins « banale » ; elle est aussi, conceptuellement, beaucoup plus complexe. Elle revient à se demander quel peut être — dans un pays où la monnaie n'est pas convertible —, l'impact de l'évolution des *taux de change* entre les monnaies des pays vendeurs et acheteurs, sur l'équilibre nominal des échanges. Ce sera le second point évoqué.

1. Solde commercial et prix relatifs des produits

L'évolution des prix sur le marché mondial a eu, au cours de la décennie passée, des répercussions favorables sur l'équilibre en valeur de la balance commerciale de l'URSS avec l'Ouest. Les termes de l'échange, en effet, ont constamment évolué dans la bonne direction — du point de vue de l'URSS en tout cas — du fait de l'importance particulière des hydrocarbures dans les ventes à l'Ouest (tableau 3).

TABLEAU 3. — Termes de l'échange URSS-Ouest — 1970-1980

	1970-1975	1975-1980	1970-1980
1. Croissance des exportations en volume	126,4	114,8	145,1
2. Croissance des exportations en valeur	285,0	258,3	736,2
3. Indice des prix à l'exportation	225,5	225,0	507,4
4. Croissance des importations en volume	220,2	136,4	300,0
5. Croissance des importations en valeur	382,0	162,0	618,8
6. Indice des prix à l'importation	173,4	118,7	206,1
7. Termes de l'échange (3/6)	130,0	189,5	246,2

Source : *Vnesvnjaja trgovlja SSSR (le commerce extérieur de l'URSS) 1922-1981 ; Moscou - Finansy i statistika - 1982.*

La situation est cependant devenue moins favorable ces dernières années, avec la baisse des prix pétroliers et il n'est pas sûr qu'au cours des prochaines années, elle se présente de façon aussi positive.

Terme de l'échange

(1979 = 100)

1980	1981	1982
109	106	101,5

Pour cette partie de l'analyse, le prix des produits hors énergie, à l'importation comme à l'exportation, a été établi sur la base d'une inflation estimée pour 1983-1985, à 6 % par an en dollars⁴, et des évolutions tendanciennes des prix relatifs par catégories de produits au cours de la période 1965-1979. Ces prix, appliqués aux volumes des échanges précédemment évalués, permettent de calculer leur valeur en 1985. Cependant le poids des livraisons énergétiques dans les ressources en devises convertibles de l'URSS, les variations brutales des prix pétroliers depuis 1973 et les aléas auxquels se heurte toute estimation de leur évolution ont incité à mesurer séparément les effets des variations de ces prix sur la valeur des exportations, et à tester la sensibilité des ressources soviétiques d'exportation à la baisse ou à la hausse du prix des hydrocarbures. On peut ainsi calculer que la baisse du prix du baril de 5 dollars entraîne une diminution de la valeur des ventes pétrolières de 2,3 milliards de dollars (soit 0,46 milliard de dollars pour une baisse des prix de 1 dollar par baril).

Dans l'hypothèse de base qui a été retenue pour 1985 — livraisons limitées en fin de période à 50 millions de tonnes de pétrole (à 29 dollars le baril) et de 52 milliards de m³ de gaz (164 dollars/1000 m³)⁵ — la vente d'hydrocarbures rapporterait encore à l'URSS 19 milliards de dollars dont 18 en provenance de l'Ouest, soit deux milliards de plus qu'en 1980.

A plus ou moins long terme, une relance de l'économie mondiale peut entraîner un accroissement de la demande énergétique qui se répercuterait en hausse sur les prix.

4. Estimation dérivée des projections de l'OCDE.

5. On peut également envisager que le fléchissement de la demande de gaz réduise les ventes soviétiques à 32 milliards de m³, mais qu'elle s'efforce alors de compenser cette mévente en maintenant ses livraisons de pétrole à 60 millions de tonnes : à 29 dollars par baril, ses gains seraient de l'ordre de 18,6 milliards de dollars donc équivalents.

D'ici 1985, cependant, un renversement de tendance apparaît peu probable et une nouvelle baisse des prix ne peut être exclue. Si cette solution s'avérait exacte, la baisse du prix des hydrocarbures pourrait alors contribuer à limiter le *taux d'inflation mondial* et il importerait d'en mesurer les effets. Les calculs effectués montrent que la diminution du taux de 2 points et demi procure à l'URSS un gain net de 1,6 milliard de dollars, et lui permet donc de récupérer près de 60 % des pertes subies par une baisse du prix du pétrole de 5 dollars par baril.

A l'issue de cet exercice, une balance commerciale indicative en valeur peut être proposée (tableau 4). On y constate que la valorisation par les prix⁶ continue d'être un facteur favorable pour l'équilibre extérieur du pays et compense ainsi le déséquilibre potentiel qu'on avait pu déceler dans l'analyse des évolutions en volume (tableau A en annexe).

TABEAU 4. — Échanges URSS-Ouest — 1985

(milliards de \$ courants, à taux de change fixes)

	Exportations		Importations	
	1979	1985	1979	1985
Produits alimentaires	*	*	3,4	4,2
Matières premières non énergétiques	2,8	4,8	*	*
Combustibles	11,4	18,5	*	*
Produits chimiques	1,5	2,7	2,1	3,5
Produits intermédiaires de l'industrie	2,4	4,9	5,8	7,0
Machines et équipements	*	*	6,4	11,8
Autres produits	2,2	5,4	2,0	6,5
TOTAL	20,3	36,3	19,7	32,8

* Cette catégorie de produits, pour laquelle aucune estimation spécifique n'a été faite dans la projection en volume, se retrouve à la ligne «autres produits».

Sources: *Bulletin économique pour l'Europe*, n° 31, 1985; estimation CEPII.

6. Évolution combinée des prix relatifs de produits et du taux d'inflation mondiale.

2. Solde commercial et monnaies de facturation

Il y a une autre façon d'appréhender le problème de la «valorisation» du commerce extérieur de l'URSS. Elle ne consiste certes pas à jouer sur la valeur du rouble: on sait que les systèmes de comptabilité interne et externe sont quasi-totalement déconnectés. Elle consiste à tenir compte des modifications, au travers du temps, des parités entre les monnaies étrangères dans lesquelles l'URSS régle ses achats ou est réglée de ses ventes.

Supposons par exemple que ses ventes engendrent des recettes en dollars et que ses achats soient payés en deutsche Mark. Supposons encore que le dollar, au fil du temps, s'apprécie *en termes réels* par rapport au Mark: le pouvoir d'achat de ses exportations s'améliorera d'autant. Autrement dit, pour un volume inchangé d'importation et d'exportation, l'URSS disposera d'un solde dont le montant nominal, lorsqu'il sera exprimé dans une monnaie unique, sera plus ou moins élevé.

Le problème, présenté de cette façon, paraît simple. En fait il se complique, dans le cadre d'une projection des échanges, parce qu'il est couplé avec la projection en valeur déjà faite. Il est clair, en effet, que les taux d'inflation et prix relatifs qui ont été retenus contiennent déjà, en partie, des variations implicites de taux de change. On peut s'interroger surtout sur l'effet de ces variations sur les structures géographiques et sectorielles, des échanges, voire sur leur volume.

Aussi n'a-t-on pas cherché, dans la prise en compte des différences dans les monnaies de facturation, à faire «vrai» et par conséquent à proposer un solde commercial réaliste. On a simplement cherché à montrer dans quelle mesure l'Union soviétique pouvait bénéficier — ou pâtir — d'une structure donnée de règlements.

Sur la structure actuelle, les informations sont peu abondantes:

- on sait que les exportations d'hydrocarbures et les importations de céréales sont réglées en dollars;
- pour simplifier, on a admis que les échanges avec les pays de l'OCDE «hors Europe» étaient totalement réglés en dollars (USA, Canada, Japon);
- et que le commerce avec l'OCDE-Europe faisait l'objet de règlement en une «autre monnaie», représentée ici par l'écu.

On a alors testé sur la structure des échanges URSS-Ouest en 1985 (en prix 1982) deux hypothèses opposées: hausse du dollar (20 % de dépréciation de l'écu en termes réels), baisse du dollar (20 % d'appréciation

relative de l'écu en termes réels). Le tableau 5 résume les résultats de ces calculs.

On y constate que — à volumes inchangés — la structure des règlements n'est pas sans impact sur le solde en valeur et que, dans le cas d'une hausse (/baisse) sensible de la monnaie américaine, le « gain » (/la perte) peut atteindre un montant supérieur à 1,5 milliard de dollar.

TABLEAU 5. — Impact des variations de change sur le solde commercial

(milliards de dollars — 1985)

	Importations			Exportations			Soldes
	En \$	En autres monnaies (équivalent \$)	Total	En \$	En autres monnaies (équivalent \$)	Total	
Échanges à parité constante en prix 1982 . . .	8,0	15,7	23,7	20,5	7,5	28,0	+ 4,3
Hypothèse d'une dépréciation de l'écu de 20 % (en termes réels) par rapport au \$	8,0	12,6	20,6	20,5	6,0	26,5	+ 5,9
Hypothèse d'une appréciation de l'écu de 20 % par rapport au \$	8,0	18,8	26,8	20,5	9,0	29,5	+ 2,7

Source: à partir des données du tableau C.

On peut cependant admettre également que le solde reste inchangé (en valeur réelle), et que le gain ou la perte de pouvoir d'achat en monnaies autres que le dollar affecte la quantité des biens achetés en ces « autres monnaies ».

Les mêmes calculs opérés sur la période 1979-1982 montrent en effet que la dépréciation de l'écu par rapport au dollar proche de 40 % en termes réels, a permis à l'URSS de dégager un pouvoir d'achat supplémentaire en monnaies européennes, équivalant à plus de 3 milliards de dollars, qui a été mis à profit par l'URSS et explique en partie la forte reprise des achats d'équipement à l'Occident en 1981 et 1982.

Ainsi le facteur « monétaire » a joué — et peut continuer à jouer — comme le facteur « prix » dans le sens d'un allègement des pressions qui s'exercent sur l'équilibre de la balance commerciale de l'URSS¹. On rappel-

1. Il faut ajouter que, les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'appréciation du dollar joue également de façon favorable sur le remboursement de la dette, dans la mesure où une partie importante de celle-ci est libellée en monnaies européennes (au moins la dette garantie).

lera cependant, une fois de plus, qu'il convient d'être prudent sur la signification réelle d'un tel exercice, et on ne se hasarderait pas, même si elle peut paraître possible, à opter pour l'hypothèse d'une nouvelle appréciation du dollar au cours des prochaines années.

Conclusion

L'état de la balance commerciale soviétique vis-à-vis des pays occidentaux, n'est pas, de par les structures d'échanges, fondamentalement sain. Dans les ventes, la prédominance du pétrole, dont les ressources internes sont de plus en plus limitées, rend en effet le dynamisme des exportations peu convaincant, même si le gaz naturel tend à jouer un rôle compensateur certain. Le maintien d'un besoin alimentaire notable et l'éventuelle nécessité de relancer l'investissement, après quelques années de stagnation, accroîtraient encore les potentialités de déséquilibre de ces échanges.

Certes, il reste à l'URSS une capacité d'exportation en devises d'armement — mais vers quel destinataire solvable ? — ; elle dispose également d'un stock d'or (mais qui se déprécierait dans l'éventualité d'un approvisionnement excessif du marché mondial). Ces deux éléments, qui n'ont pas été pris en compte dans les calculs effectués ici, sont malgré tout des éléments « rassurants » sur la capacité de l'URSS à maintenir son compte extérieur en équilibre.

Bien sûr une reprise de la croissance en Occident, en faisant pression sur la demande en hydrocarbures, serait un bon remède à l'état de langueur des exportations soviétiques en volume. Pour l'heure, cette relance ne semble guère se dessiner, du moins en Europe. Force est alors de constater que le maintien d'un prix du pétrole élevé et d'un dollar fort sont les plus sûrs garants, pour les gestionnaires soviétiques, de l'équilibre extérieur de leur pays.

ANNEXES

TABLEAU A. — Soldes des échanges URSS-Ouest — 1979-1982-1985

(en dollars)

	1979	1982	1985
A - En prix 1979			
exportations	20 300	20 235	20 670
importations	19 744	26 370	23 670
solde	+ 556	- 3 865	- 2 950
B - En prix courants			
exportations	20 300	27 500	36 300
importations	19 744	25 500	32 800
solde	+ 556	+ 2 000	+ 3 500

* A taux de change fixes, méthode de calcul dans le texte.

Source: données de base — ONU.

TABLEAU B. — Balance commerciale en devises convertibles par type de monnaie de facturation

EXPORTATIONS				IMPORTATIONS			
Monnaie de facturation = dollar				Monnaie de facturation = dollar			
		En % de toutes les exportations	En % des ventes du produit			En % de toutes les importations	En % des achats du produit
90 %	Pétrole, énergie	70 %	100 %	25 %	Céréales	15-20 %	100 %
	Produits manufacturés et autres produits	20 %	67 %		Prod. manu.	10- 5 %	12-6 %
Monnaie de facturation = écu				Monnaie de facturation = écu			
10 %	Produits manufacturés	10 %	33 %	75 %	Produits manufacturés	75 %	88-94 %

TABLEAU C. — La balance commerciale de l'URSS avec les pays occidentaux développés — 1979-1985

(en milliards de dollars courants)

	1979	1982	1985* Éléments de base
Importations			
1) Produits alimentaires (CTCI 0, 1, 4)	3 407	5 400	4 200
2) Matières 1 ^{re} non énergétiques (CTCI 2)	956	700	1 421
3) Énergie (CTCI 3)	104	300	—
4) Produits chimiques (CTCI 5)	2 120	2 400	352
5) Produits industriels de base (CTCI 6)	5 766	7 000	10 410
6) Équipements (CTCI 7)	6 360	7 500	11 577
7) Autres secteurs (CTCI 8 + 9)	1 031	2 000	1 690
TOTAL (0 — 9)	19 744	25 500	32 821
Exportations			
1) Produits alimentaires (CTCI 0, 1, 4)	288	200	482
2) Matières premières non énergétiques (CTCI 2)	2 769	2 400	2 828
3) Énergie (CTCI 3)	11 424	21 300	19 500
4) Produits chimiques (CTCI 5)	1 452	1 000	2 725
5) Produits industriels de base (CTCI 6)	2 351	1 500	4 854
6) Équipements (CTCI 7)	1 027	700	2 057
7) Autres secteurs (CTCI 8 + 9)	1 009	100	1 842
TOTAL (CTCI 0 — 9)	20 300	27 500	36 268
Exportations nettes	556	2 000	3 447

* Méthode de calcul dans le texte — à taux de change-fixes — Les pays couverts par la balance sont l'Europe occidentale, les USA, le Canada et le Japon.

Sources: *Données de base*, bulletin économique pour l'Europe n° 31 et n° 35.

